



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GENERALE  
  
DP/CP/BAR/5  
1er février 1995  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Deuxième session ordinaire, 1995  
3-7 avril 1995, New York  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire  
PNUD

PNUD : Programmes par pays et questions connexes

CINQUIEME PROGRAMME POUR LA BARBADE

<u>Période couverte par le programme</u>	<u>Ressources estimatives</u>	<u>\$</u>
1995 - 1996	CIP	417 000
	Participation aux coûts (programme et projets)	<u>1 200 000</u>
	Total	<u>1 617 000</u>

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	1 - 9	2
A. Situation socio-économique actuelle	1 - 5	2
B. Objectifs et stratégies nationales de développement	6 - 9	3
II. COOPERATION EXTERIEURE	10 - 12	4
A. Rôle de la coopération extérieure	10 - 11	4
B. Modalités de coordination	12	4
III. LE PROGRAMME DU PAYS	13 - 35	5
A. Evaluation du programme en cours	13 - 21	5
B. Propositions de coopération du PNUD	22 - 32	6
C. Coopération en dehors des domaines d'activité principaux	33 - 34	9
D. Modalités d'exécution et de gestion	35	10
<u>Annexes</u>		
I. Etat financier récapitulatif		11
II. Matrice du programme		13

/...

## I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

### A. Situation socio-économique actuelle

1. De 1966 à 1989, pendant la période qui a suivi l'indépendance, la Barbade a connu un développement remarquable et réussi à transformer son économie et à améliorer le niveau de vie de sa population. Comptant un quart de million d'habitants pour une superficie de 431 km<sup>2</sup> et dotée d'une base de ressources relativement étroite, la Barbade a enregistré une croissance annuelle de 3,2 pour cent entre 1966 et 1989. Son produit national brut (PNB) a progressé au rythme relativement rapide de 2,7 pour cent par an pour atteindre le montant de 6 530 dollars à la fin de 1990. Cette croissance s'est accompagnée d'une amélioration régulière de la répartition du revenu et du bien-être social (éducation, logement et normes de santé et de nutrition). Le Barbadien a en moyenne une espérance de vie de 75,1 ans et 8,9 années de scolarité. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 98 pour cent. Tous les habitants de l'île ont accès à des services de santé, d'eau salubre et d'assainissement. Selon le Rapport sur le développement humain de 1994, la Barbade a un indice de développement humain (IDH) de 0,894, qui la place au premier rang des pays en développement et au vingtième rang de l'ensemble des pays du monde à cet égard. Le taux d'activité des femmes est l'un des plus élevés des pays en développement : à la fin de 1992, il était de 62,5 pour cent contre 75,2 pour cent pour les hommes.

2. Depuis le début des années 90, toutefois, la compétitivité économique du pays a progressivement diminué en raison de facteurs internes et externes liés à des distorsions du marché. En 1990-91, l'économie était aux prises avec de graves déséquilibres intérieurs et extérieurs. Le déficit budgétaire représentait 8,3 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et la balance des paiements accusait un déficit sans précédent de 59 millions de dollars. Ce double déficit a contribué à une baisse rapide des réserves en devises, qui sont tombées de 152 millions de dollars à la fin de 1988 à 60 millions de dollars à la fin de 1990 et à 18,7 millions de dollars à la fin de 1991.

3. En réponse à cette situation, le gouvernement a adopté une stratégie globale à moyen terme visant d'abord à restaurer la stabilité financière et ensuite à améliorer les conditions macro-économiques sur lesquelles repose la compétitivité. En octobre 1991, il a entrepris, avec le concours du Fonds monétaire international (FMI), un programme de stabilisation de 18 mois qui prévoyait une assistance du FMI sous la forme d'un accord de confirmation d'un montant de 28,4 millions de dollars et d'un montant de 29,7 millions de dollars au titre du Mécanisme de financement compensatoire et éventuel. Le programme de stabilisation reposait toutefois essentiellement sur une réduction massive de la demande intérieure globale.

4. A la fin de décembre 1992, les réserves internationales nettes étaient remontées à 49 millions de dollars et le déficit budgétaire était tombé à 1,7 pour cent du PIB. Toutefois, le chômage atteignait le taux de 23 pour

/...

cent à la suite de la compression de la demande globale. Le gouvernement doit avant tout s'attaquer aux problèmes persistants que représentent une croissance faible et un chômage élevé. Comme les possibilités de financement extérieur concessionnaire sont très restreintes du fait que la Barbade est passée dans la catégorie des pays ayant atteint un niveau avancé de développement, le gouvernement devra trouver le moyen de maintenir et d'élargir le programme d'investissement du secteur public en ayant de plus en plus recours à des financements internes. Or, la population est déjà soumise à un très lourd fardeau fiscal, qu'il faudra réduire. Selon les projections, les recettes fiscales tomberont de 37 à 33 pour cent du PIB d'ici à 1998. Le Plan de développement (1993-2000) stipule que le déficit budgétaire ne devra pas dépasser 1 pour cent du PIB afin d'éviter que le crédit et la demande d'importations ne soient trop élevés sans s'accompagner d'un accroissement de la production.

5. Il est admis que la protection, la conservation et l'amélioration de l'environnement sont des conditions essentielles au développement durable du pays. Ces dernières années, toutefois, on a assisté à une dégradation de l'environnement, qui s'est manifestée par l'érosion des sols et du littoral, la pollution de la mer et de la terre, la destruction des récifs de corail, des problèmes d'évacuation des déchets solides et la disparition de faune et de flore rares que l'on trouvait autrefois dans l'île et dans ses mers.

#### B. Objectifs et stratégies nationaux de développement

6. Les pouvoirs publics continueront à moderniser l'infrastructure, à améliorer les transports et les communications et à faire progresser les systèmes d'information pour assurer un milieu propice à l'investissement local et international. Leur objectif primordial est toutefois d'obtenir une croissance durable en rendant l'économie de nouveau compétitive.

7. Ayant déjà fixé des limites réglementaires à la croissance des salaires en établissant un protocole des prix et des revenus, et ayant réduit certaines activités du secteur public, le gouvernement poursuivra ses efforts en vue de renforcer ses capacités de planification judicieuse et de gestion efficace des ressources et d'améliorer la productivité de l'économie.

8. Le gouvernement reste acquis au développement et au renforcement des programmes de développement social, et entend continuer à encourager les activités d'effort collectif et à rationaliser les services tout en les rendant plus efficaces. Cette dernière mesure est particulièrement importante à l'appui des groupes vulnérables et pour encourager un développement humain durable car à la suite des mesures d'ajustement qui ont été lancées, l'augmentation de la production se fera sans doute attendre.

9. En mai 1994, la Barbade a été l'hôte de la Conférence mondiale des Nations Unies sur le développement durable des petits Etats insulaires, qui a sensibilisé l'opinion aux liens entre l'environnement et le développement.

/...

## II. COOPERATION EXTERIEURE

### A. Rôle de la coopération extérieure

10. Le montant des dépenses prévues pour le programme d'investissement du secteur public est de 166,3 millions de dollars pour les exercices 1994/95 et 1995/96. Le gouvernement s'efforcera d'obtenir une aide de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), de la Banque mondiale, du Fonds européen de développement (FED) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Il compte aussi sur une aide de la Chine, du Fonds d'investissement vénézuélien et du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe.

11. Du fait que la Barbade a un PNB par habitant élevé, les Nations Unies la considèrent comme un Pays contributeur net (PCN) et la Banque mondiale ainsi que la BID l'ont promue à la catégorie des pays qui n'ont pas accès à leurs financements concessionnels. Le statut de PCN implique que le pays doit rembourser les ressources du CIP que le PNUD lui avance. Afin de tirer parti au maximum des flux d'aide et de disposer d'une base rationnelle sur laquelle intégrer les activités de coopération technique dans le processus de développement, le gouvernement utilisera la stratégie d'ajustement structurel établie par le Ministère des finances et des affaires économiques, la Banque centrale de la Barbade et le Ministère du commerce comme cadre de référence pour tous les apports faits au titre de la coopération extérieure. Le PNUD aidera le gouvernement à mobiliser des ressources auprès de bailleurs de fonds et d'organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux pour cofinancer ou financer partiellement des projets inscrits au programme du pays. Il réexaminera cette assistance tous les ans.

### B. Modalités de coordination

12. C'est le Ministère des finances et des affaires économiques qui est chargé de coordonner le programme de coopération du PNUD à la Barbade. Le Représentant résident est aussi Coordonnateur résident des organisations des Nations Unies représentées dans le pays, à savoir l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT). Ces organisations se réunissent périodiquement pour coordonner leurs activités et se consultent lorsque le besoin s'en fait sentir. En outre, le Groupe des Caraïbes pour la coopération au développement économique (GCCDE) dont la Barbade est membre, offre un terrain important de coordination des projets

/...

d'équipement et de la coopération technique ainsi que de consultation sur des questions de politique économique.

### III. LE PROGRAMME DU PAYS

#### A. Evaluation du programme en cours

13. La coopération technique du PNUD avec la Barbade dans le cadre du Quatrième programme pour le pays était axée sur : a) la diversification agricole; b) la diversification industrielle; c) l'expansion, le renforcement et la rationalisation du secteur des services; d) le renforcement institutionnel de ministères et d'organismes publics cruciaux; et e) la protection et la gestion de l'environnement.

14. Les projets retenus étaient conformes aux objectifs du programme et aux buts nationaux de développement. L'extension du programme aux années 1992 et 1993, années où la priorité a été accordée à la stabilisation des soldes extérieurs et intérieurs du pays, a donné au gouvernement la possibilité de mettre en place les mécanismes financiers nécessaires pour s'acquitter de ses obligations en tant que PCN.

15. Un projet FAO/PNUD de développement du secteur fleuriste a été considéré comme un des éléments primordiaux du programme de diversification agricole et de ses liens avec la diversification industrielle. Le soutien du PNUD, accompagné d'un appui technique de la FAO, a facilité les efforts que faisaient les pouvoirs publics pour développer le secteur fleuriste à la Barbade. Plusieurs petits et grands exploitants agricoles ont bénéficié des apports techniques et accru le rendement de leurs terres cultivées en fleurs, ce qui témoigne de la réussite du projet.

16. La mise en place d'un système d'information sur les terres agricoles faisant appel à des cartes d'utilisation des sols et à de nouvelles photographies aériennes s'inscrit dans la ligne des efforts de diversification agricole et d'adoption de techniques modernes pour stimuler la production agricole et d'autres activités économiques. Le PNUD a également collaboré à une démonstration pilote de techniques hydroponiques pour la culture des légumes.

17. Le PNUD a fourni une aide à la Barbados Export Promotion Corporation, entreprise parapublique qui fournit aux petites entreprises du secteur de la confection une assistance technique en matière de dessin de mode, de fabrication de patrons, d'organisation des usines et de commercialisation des vêtements à Porto Rico. Le PNUD a également mené des activités de plaidoyer en faveur de la Corporation au sujet de l'établissement d'un centre du dessin de mode. Les ressources affectées à l'expansion, au renforcement et à la rationalisation des services d'appui à la création de petites entreprises ont été très modiques par rapport à la gamme des interventions possibles.

/...

18. Au cours de la dernière décennie, le PNUD a fourni une coopération technique à la Direction de l'aménagement du territoire. Dans le cadre du quatrième programme, le système manuel d'instruction des demandes de permis de construire a été remplacé par un système informatisé élargi qui a sensiblement amélioré l'efficacité de la Direction et qui fournit désormais des informations à l'appui de la formulation de politiques, de la recherche et de la gestion de l'environnement. Ce système renforce des initiatives antérieures telles que le Plan national d'aménagement du territoire et le Plan de développement de l'agglomération de Bridgetown.

19. ASYCUDA, un système informatisé de traitement des données douanières et commerciales a été installé à la Barbade en 1992, en collaboration avec le PNUD, la CNUCED, la BDC, l'USAID, la Division britannique de développement et l'Union européenne. Le système a profité à l'économie barbadienne en renforçant la capacité des douanes à recueillir des données pouvant servir à la gestion budgétaire et à la prise de décisions macro-économiques et il fournit au secteur des affaires des informations commerciales à jour.

20. Une mission du Programme de gestion du développement (PGD) du PNUD s'est rendue à la Barbade en juillet 1993 pour étudier l'amélioration de la gestion des affaires publiques. La mission a jeté les bases d'un programme de formation pour le personnel du Ministère de la fonction publique et de l'élaboration d'un système automatisé d'information. Ces mesures ont aidé à préparer ce Ministère à jouer un rôle de premier plan dans la réforme administrative. Elles ont aussi annoncé un programme plus large de soutien destiné à améliorer l'efficacité du secteur public et à établir des modèles de mesure de la productivité pouvant être utilisés dans toute la fonction publique.

21. Dans l'ensemble, l'impact du programme en cours a été dilué du fait qu'on a réalisé de nombreux petits projets qui ne s'inscrivaient pas dans un cadre bien défini intégrant leurs résultats. Dans le nouveau programme, le dialogue entre le gouvernement et le PNUD sera renforcé et l'on adoptera une approche-programme pour que les interventions soutenues par le PNUD soient reliées entre elles par de nombreux fils et que la Barbade puisse en tirer un maximum d'avantages.

## B. Propositions de coopération du PNUD

### 1. Processus préparatoire

22. Dans le cinquième programme, les domaines d'activité prioritaires du PNUD ont été choisis sur la base d'un examen approfondi du quatrième programme, de la note consultative, de la stratégie d'ajustement structurel du gouvernement et ils sont issus du dialogue permanent qui s'est établi avec le Ministère des affaires économiques sur les objectifs de développement, les buts stratégiques et les affectations de ressources nationales ainsi que sur le programme d'action de la Conférence sur le développement des petits pays

/...

insulaires. La FAO, l'UNICEF, HABITAT, le PNUCID, la CEALC et le FNUAP ont aussi été consultés.

## 2. Stratégie de coopération du PNUD

23. Compte tenu du statut de PCN qu'a la Barbade, le gouvernement a décidé de faire intervenir le PNUD d'abord au niveau de l'établissement des politiques et du renforcement des institutions et ensuite, au niveau de l'exécution des projets. Au premier niveau, le PNUD examinera avec la BID et la BDC, qui sont toutes deux des sources importantes de financement, les possibilités de mobiliser leurs ressources financières et leurs connaissances techniques à l'appui d'un programme commun d'activités en faveur de la gestion de l'environnement et de la réforme de la fonction publique. La Banque mondiale et l'Union européenne seront aussi abordées dans le même esprit. Au niveau de l'exécution, le PNUD s'assurera la coopération de ces institutions ainsi que d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations communautaires et d'institutions et organes du secteur privé. L'approche-programme sera appliquée aux deux domaines d'activité prioritaires et elle répondra directement aux besoins définis dans le document relatif à la stratégie d'ajustement structurel daté de février 1994.

## 3. Coopération proposée du PNUD

24. Gestion de l'environnement (49,2 pour cent du CIP). Il ressort de données venant d'un contrôle plus intense et de diverses études scientifiques que des habitats naturels importants sont en voie de disparition et que l'écosystème marin composé d'un réseau interdépendant de récifs, les zones de pêche proches de la côte, les plages et le littoral se dégradent, de même que la qualité de l'eau. Comme les principales activités économiques de la Barbade reposent dans une grande mesure sur l'exploitation des ressources naturelles, une dégradation de l'environnement qui se poursuivrait au rythme actuel compromettrait les efforts que fait le gouvernement pour accroître la production et créer des emplois. Il est donc extrêmement urgent que les pouvoirs publics, le secteur privé et la communauté d'aide extérieure fassent un effort concerté pour lutter contre les pires dégradations de l'environnement. Dans les six premiers mois de l'exercice en cours, le PNUD aidera donc à mettre en place un comité comprenant des représentants de divers secteurs qui sera chargé de procéder à un examen exhaustif des problèmes écologiques et de définir des priorités dans ce domaine.

25. La stratégie nationale de conservation a choisi deux centres situés au coeur d'un réseau de zones protégées qui pourraient aussi servir de centres de recherche. Il s'agit d'une part de la Réserve marine de la Barbade à Folkestone et d'autre part du Parc national de la Barbade dans le District de Scotland allant de Cuckhold Point dans la Paroisse de St. Lucy à Bath Beach dans la Paroisse de St. John. La coopération envisagée par le PNUD à cet égard s'appuiera sur l'aide déjà fournie par l'Alliance mondiale pour la nature en vue de la réalisation d'une stratégie nationale de conservation. Plus

/...

précisément, au cours de la première année, le PNUD donnera des conseils généraux et financera le renforcement institutionnel de la Division de l'environnement, afin de lui permettre de mener à bien un programme global de gestion de l'environnement.

26. Un montant de 205 000 dollars du CIP est réservé à cet élément du programme. Il sera complété par des participations de l'Etat et de tierces parties, à hauteur d'environ 685 000 dollars. La BID fournit une aide complémentaire pour l'installation d'un système d'information géographique qui servira à guider les décisions concernant l'utilisation des sols et les mesures de protection de l'environnement.

27. Il est prévu qu'avec l'aide du PNUD, le programme global de gestion de l'environnement entrera pleinement en vigueur au plus tard le 1er janvier 1996. L'aide du PNUD devrait influencer sur l'évaluation et la gestion des ressources naturelles et sur l'expansion des activités éco-touristiques à la Barbade. Lors de la planification et de la gestion de leurs ressources financières, les secteurs public et privé adopteront une approche globale tenant pleinement compte des coûts que l'activité humaine fait subir à l'environnement.

28. Amélioration de la gestion du secteur public (35,5 pour cent du CIP). Compte tenu de la réduction des niveaux réels d'imposition prévue pour les prochaines années, le gouvernement devra examiner tous les postes de dépenses publiques. En même temps, il devra s'assurer que la fonction publique est capable de s'adapter au changement des relations structurelles et aux nouvelles techniques d'organisation pour faciliter la promotion d'un secteur privé dynamique puisque la stratégie nationale prescrit une transformation économique accélérée.

29. La coopération proposée du PNUD financera le programme d'ajustement structurel du gouvernement, qui portera initialement sur la réforme de la fonction publique en une structure coordonnée et efficace, devant contribuer à une plus grande efficacité des dépenses publiques. Une étude de la fonction publique visant à établir de meilleures normes de travail a été entreprise; elle devrait être achevée à la fin de 1995 et être pleinement mise en oeuvre d'ici au milieu de 1996. Ces mesures seront aussi coordonnées avec les programmes de gestion des finances publiques et de perception de recettes soutenues par la BID.

30. Cette coopération donne suite à la mission de reconnaissance du PCG organisée en 1993 pour examiner les dispositifs institutionnels de réforme du secteur public. Plus tard, un système automatisé d'information sur les ressources humaines a été élaboré et les fonctionnaires du Ministère de la fonction publique ont appris à s'en servir afin de pouvoir jouer le rôle de chef de file dans le processus de réforme.

/...



31. Une somme de 148 600 dollars du CIP a été réservée au recrutement des experts techniques nécessaires pour mettre en oeuvre les réformes de la fonction publique au niveau opérationnel, c'est-à-dire réduire la bureaucratie et établir des critères de mesure de la productivité et d'évaluation des résultats. Une stratégie de développement des ressources humaines et de planification de la main-d'oeuvre doit être élaborée et le système d'information automatisé sera pleinement utilisé au Ministère de la fonction publique, au Service statistique et au Ministère des finances et des affaires économiques. On s'attend à ce que le gouvernement participe aux coûts du programme à raison de 440 000 dollars. Un appui du PDG est aussi envisagé.

32. A la fin de 1996, on pourra mesurer l'impact que cet élément de programmation aura eu en fonction des progrès d'efficacité que le service public aura réalisés. L'objectif du gouvernement à cet égard est de ramener les dépenses publiques de 38,2 pour cent du PIB en moyenne en 1993 à 35 pour cent en 1996, tout en maintenant la qualité des services publics.

### C. Coopération en dehors des domaines d'activité prioritaires

33. Une réserve non programmée de 64 000 dollars (15,3 pour cent du CIP) est proposée pour renforcer les activités nationales à l'appui de la gestion et de la coordination de la coopération technique extérieure et pour promouvoir les tables rondes en vue de mobiliser des concours non gouvernementaux accrus aux aspects primordiaux du développement social tels que participation communautaire et transferts de technologie.

34. Le gouvernement entend continuer à tirer parti des possibilités offertes par son adhésion à l'OMS pour obtenir une coopération technique dans le domaine de la santé. L'OPS/OMS a affecté une somme de 604 000 dollars à la Barbade pour le développement des services de santé, d'hygiène du milieu, de protection maternelle et infantile, de promotion de la santé et de prévention et traitement des maladies, particulièrement du SIDA. Parallèlement au nouveau programme pour le pays, l'UNICEF financera à hauteur de 150 000 dollars un programme d'éducation, de mobilisation sociale et de renforcement des capacités au service du développement communautaire. Le projet ASYCUDA d'informatisation des douanes, dont l'exécution est assurée par la CNUCED, se poursuivra. Un budget de 4 074 000 dollars est proposé pour ce projet régional, qui sera financé par divers bailleurs de fonds. Le gouvernement s'efforcera aussi d'obtenir du PNUD et de la FAO une aide supplémentaire pour encourager la culture hydroponique et des systèmes agricoles appropriés de culture des légumes et d'élevage d'animaux destinés au marché local. Enfin, le projet Capacités 21 devrait influencer sur le programme de gestion durable de la Barbade.

/...

D. Modalités d'exécution et de gestion

35. On aura recours au dispositif d'exécution nationale à la Barbade puisque le Ministère des finances et des affaires économiques dispose de capacités suffisantes pour assurer la gestion du cycle des projets, en conjonction avec diverses institutions régionales, dont le Centre d'administration pour le développement des Caraïbes, l'Association caraïbe pour l'environnement, l'Institut de l'hygiène du milieu des Caraïbes, l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes et l'Université des Antilles occidentales.

/...

Annexe 1

ETAT FINANCIER RECAPITULATIF

I. ESTIMATION DES RESSOURCES PROGRAMMABLES (CIP + participation aux coûts)

	\$	\$
Solde du CIP du quatrième cycle	468 000	
CIP du cinquième cycle	<u>449 000</u>	
		917 000
Moins		
Dépenses effectives de 1992	415 000	
Dépenses effectives de 1993	21 000	
Dépenses estimatives de 1994	<u>64 000</u>	
		<u>(500 000)</u>
Ressources du CIP programmables		417 000
Participation aux projets (gouvernement)	300 000	
Participation aux projets (tierces parties)	600 000	
Participation au programme	<u>300 000</u>	
Total des participations aux coûts		<u>1 200 000</u>
TOTAL		<u>1 617 000</u>

II. AFFECTATION DES RESSOURCES (CIP + participations) PAR DOMAINE D'ACTIVITE PRIORITAIRE

Domaine d'activité	milliers de dollars			
	CIP	Participations	Total	% du total
Gestion de l'environnement	205	685	890	55
Développement de la gestion	148	515	663	41
Total	353	1 200	1 553	96
Réserve non programmée	64	-	64	4
TOTAL	<u>417</u>	<u>1 200</u>	<u>1 617</u>	<u>100</u>

/...

III. AIDE COMPLEMENTAIRE VENANT D'AUTRES SOURCES EMPLOYEE DANS DES DOMAINES  
D'ACTIVITE PRIORITAIRES DU PNUD

	\$	\$
A. <u>Fonds administrés par le PNUD</u>		
Ressources spéciales du Programme	75 000	
PNUCID		-
BNUS	-	
UNIFEM	-	
UNRFNRE	-	
UNFSTD	-	
Fonds pour l'environnement mondial	-	
Total		75 000
B. <u>Autres ressources des Nations Unies</u>		
Organismes participant au Groupe consultatif mixte des politiques		
FNUAP	-	
UNICEF	-	
OMS	-	
FIDA	-	
Autres institutions des Nations Unies (non financées par le PNUD)		
Total		
Total des ressources autres que de base et autres ressources des Nations Unies		75 000
C. <u>Ressources autres que celles des Nations Unies</u>	-	
TOTAL		<u>75 000</u>

/...

Annexe II

MATRICE DU PROGRAMME

Grand domaine d'intervention						
Domaine d'activité prioritaire	Elimination de la pauvreté et participation des collectivités au développement	Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	Renforcement des capacités de gestion	CTPD	Transfert et adaptation des techniques	Participation des femmes au développement
I. <u>GESTION DE L'ENVIRONNEMENT</u>		*	*		*	
II. <u>RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SECTEUR PUBLIC</u>			*	*		*